

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**DEMANDE D'AUTORISATION  
POUR L'ORGANISATION D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE NON MOTORISÉE  
SUR UNE VOIE PUBLIQUE OU OUVERTE À LA CIRCULATION PUBLIQUE**

(Articles R. 331-6 à R. 331-17-2 et A. 331-3 à A. 331-4 du code du sport)

Vous comptez organiser sur une voie publique ou ouverte à la circulation publique une manifestation sportive ne comprenant pas de véhicules terrestres à moteur.

Cette manifestation répond aux caractéristiques suivantes :

- épreuve, course ou compétition sportive ;
- comportant un chronométrage ;
- et qui se déroule, en totalité ou en partie, sur une voie publique ou ouverte à la circulation publique

**1 - LES ORGANISATEURS :**

**Personne Physique**

**Personne Morale**

Vos nom et prénom(s) : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Code postal

Ville ou Commune

Votre numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Votre numéro de télécopie : \_\_\_\_\_

Adresse électronique (en lettre capitales) : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

**2 - VOUS SOUHAITEZ ORGANISER (cochez la case correspondant) :**

une manifestation cycliste

une manifestation équestre

une manifestation pédestre

autres (précisez) :

**3 - LIEU DE L'ORGANISATION :**

**4 - DATE(S) ET HORAIRE(S) DE LA MANIFESTATION :**

**5 - NOMBRE MAXIMAL DE PARTICIPANTS :**

**6 - NOMBRE APPROXIMATIF DE SPECTATEURS ATTENDUS :**

A : \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature :

**INFORMATIONS PRATIQUES****I - A QUI TRANSMETTRE LA DEMANDE D'AUTORISATION ? :**

- Si la manifestation se déroule dans un département :  
Veillez transmettre le dossier de demande d'autorisation au Préfet du département.
- Si la manifestation se déroule dans plusieurs départements :  
Veillez transmettre le dossier de demande d'autorisation au préfet de chaque département traversé.

Si la manifestation concerne vingt départements ou plus, le dossier est également adressé au ministre de l'intérieur, à l'adresse suivante :

Ministère de l'intérieur – Direction de la modernisation et de l'action territoriale –  
Sous-direction de la circulation et de la sécurité routières – Bureau de la sécurité et de la réglementation routières  
Place Beauvau 75800 PARIS Cedex 08

**II - PIÈCES A JOINDRE :**

- Le plan détaillé des voies et des parcours empruntés ;
- La nature et les modalités d'organisation, notamment le règlement de l'épreuve, conforme aux règles techniques et de sécurité (RTS) établies par la fédération sportive délégataire ;
- Le recensement des dispositions assurant la sécurité et la protection des participants et des tiers ;
- Un exemplaire signé de l'attestation de police d'assurance souscrite par l'organisateur, qui couvre sa responsabilité civile, celle des participants à la manifestation et de toute personne nommément désignée par l'organisateur qui prête son concours à l'organisation de celle-ci (l'attestation d'assurance doit être produite au plus tard 6 jours francs avant la date du début de l'épreuve) ;
- L'avis de la fédération délégataire concernée ou, à défaut d'avis rendu, la preuve de l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception de la demande d'avis ;
- Le cas échéant, une évaluation des incidences de la manifestation sur les sites « Natura 2000 » (au titre du 22° de l'article R. 414-19 du code de l'environnement, ne sont concernées que les manifestations non motorisées soumises à autorisation, dès lors que leur budget d'organisation dépasse 100.000 € ou qu'elles donnent lieu à la délivrance d'un titre national ou international. A défaut, il vous appartient, toutefois, d'examiner si ce type de manifestation ne figure pas parmi les événements pour lesquels la liste locale, propre à votre département, impose ladite évaluation).

**III - DÉLAI DE DÉPÔT :**

L'article R. 331-10 prévoit les délais suivants pour le dépôt de la demande d'autorisation d'une manifestation :

- Au moins 3 mois avant la date prévue de la manifestation (lorsqu'elle se déroule sur plusieurs départements) ;
- Au moins 2 mois avant (lorsqu'elle se déroule dans 1 seul département)

**IV - SANCTIONS PÉNALES :**

L'article R. 331-17-2 du code du sport prévoit les dispositions suivantes :

- Le fait d'organiser sans la déclaration ou l'autorisation préalables prévues à l'article R. 331-6 une manifestation sportive est puni des peines prévues pour les contraventions de la cinquième classe (soit 1500 euros maximum).